

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MARDI 5 SEPTEMBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 17**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 23/407**

**PARC D'ACTIVITES MARINES  
SAINT-MANDRIER-SUR-MER -  
AVENANT N°1 A LA  
CONVENTION DE TRAVAUX  
DE RENOVATION DES  
RESEAUX D'EAUX USEES  
MUTUALISES AVEC LE  
MINISTERE DES ARMEES -  
MODIFICATION DE LA  
PARTICIPATION DE LA  
METROPOLE -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

M. Christian SIMON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/407**

**BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2023**

**O B J E T : PARC D'ACTIVITES MARINES SAINT-MANDRIER-SUR-MER - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE TRAVAUX DE RENOVATION DES RESEAUX D'EAUX USEES MUTUALISES AVEC LE MINISTERE DES ARMEES - MODIFICATION DE LA PARTICIPATION DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** les statuts de la Métropole,

**VU** la décision N°22/266 du Bureau Métropolitain du 20 avril 2022 autorisant la signature de la convention de travaux pour la réalisation des installations d'évacuation d'eaux usées communes au Ministère des Armées et à la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer,

**VU** la convention de travaux pour la réalisation des installations d'évacuation d'eaux usées communes au Ministère des Armées et à la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, signée le 13 juin 2022,

**VU** le courrier de l'ESID du 16 juin 2023,

**VU** l'avenant N°1 à la convention de travaux du 13/06/2022, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que le présent avenant a pour objet la modification du coût réel des travaux mutualisés indiqué dans l'article 4.2 de la convention du 13/06/2022,

**CONSIDERANT** que le coût réel de ces travaux, estimé à 675 000 € TTC, s'élève à 1 956 330 € TTC après notification du marché de travaux, portant ainsi la participation de la Métropole TPM à 195 633 € TTC au lieu de 67 500 € TTC,

**CONSIDERANT** que cet écart s'explique principalement par :

- Une forte augmentation générale des prix, entre l'estimation faite en 2020 par l'AMO au stade AVP et la passation du marché de travaux en 2022, générée par un contexte économique d'incertitudes sur les matériels, matériaux et risques de pénurie,
- La réalisation d'études complémentaires au stade PRO, non prises en compte dans l'AVP (diagnostic amiante et plomb sur la station de refoulement, étude géotechnique portant sur les terrassements et les fondations des ouvrages, diagnostic environnemental des terres excavées, étude de cadrage réglementaire vis-à-vis de la loi sur l'eau),
- L'ajout d'équipements de métrologie et de cyber-sécurité dans la station de refoulement, au stade PRO, non pris en compte dans l'AVP,
- L'absence de concurrence (une seule offre remise) empêchant la comparaison et le calcul moyen de réalisation,

**CONSIDERANT** que l'article 4.2 de la convention de travaux du 13/06/2022 prévoit que le coût réel des travaux mutualisés sera connu à la notification du marché,

**CONSIDERANT** enfin que la convention de travaux du 13/06/2022 ne peut être modifiée que par avenant, conformément à son article 5.1,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de l'avenant N°1 à la convention de travaux pour la réalisation des installations d'évacuation d'eaux usées communes au Ministère des Armées et à la Métropole TPM sur la commune de Saint-Mandrier. signée le 13/06/2022.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** la participation de la Métropole à hauteur de 195.633 € TTC, soit 10 % du montant des travaux, arrêté à 1.956.330 € TTC après notification du marché de travaux.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe du PAM (BA07) 2024, article 204, opération 700001.

## **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer cet avenant.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

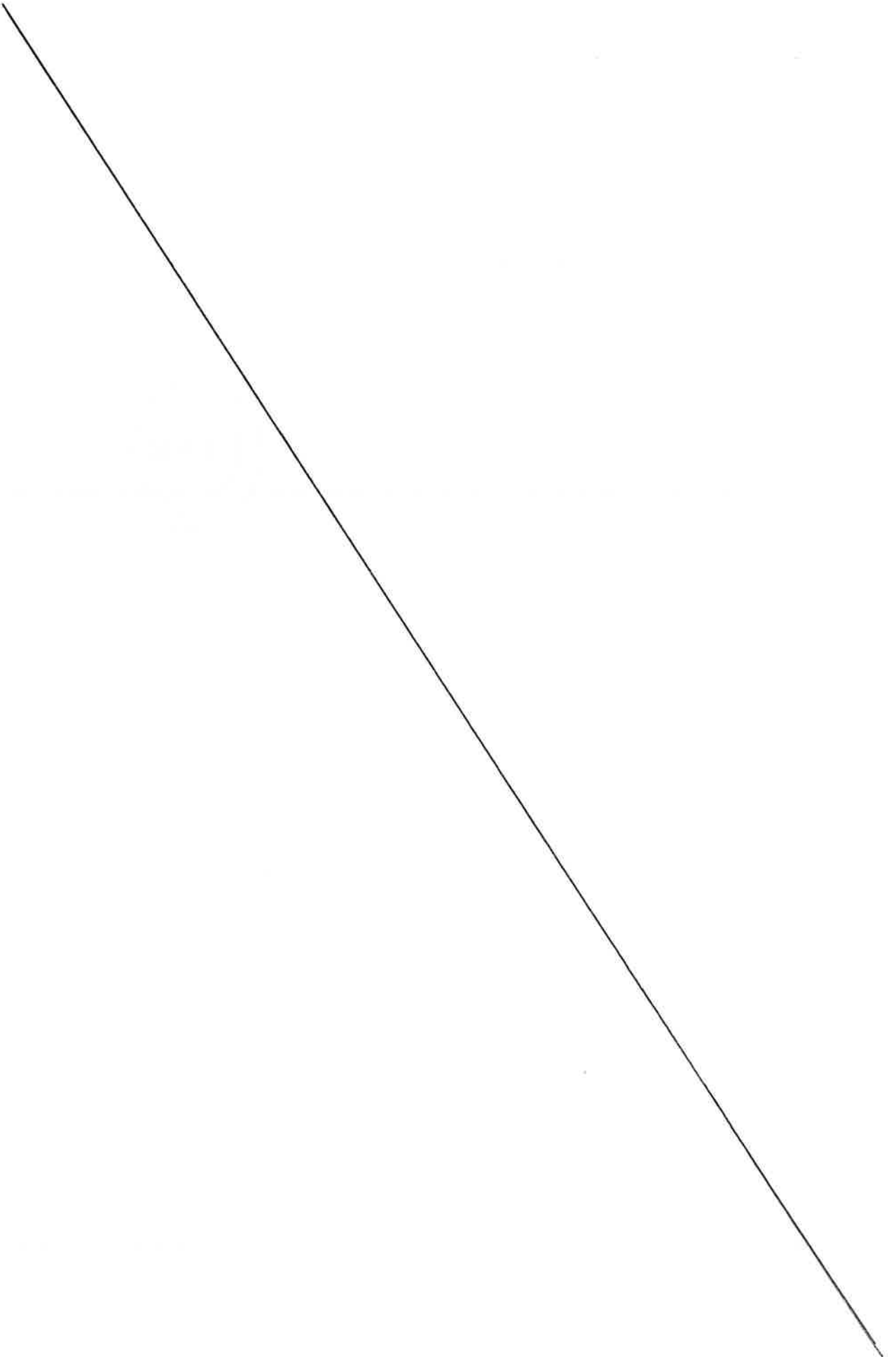
Fait à Toulon, le 5 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**Convention de travaux pour la réalisation des installations d'évacuation d'eaux usées  
communes au Ministère des Armées et à la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur  
la commune de Saint-Mandrier sur mer (83)**

**AVENANT N° 1**

Entre les soussignés :

L'Etat, ministère des armées,  
Représenté par Monsieur le Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure  
de la Défense de Toulon (ESID Toulon)

Ci-après désigné « le Ministère », d'une part ;

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée,  
Représentée par Monsieur le Président de la Métropole,

Ci-après désigné « MTPM », d'autre part ;

Les parties ci-dessus pouvant être également désignées individuellement ou collectivement  
par « la ou les Partie(s) »

Vu le courrier N/REF : DGSTTP/DGEPR/SAEU//HF/VPL/DG/PG/SM/OA/JG/OJ/19/61959 du 23  
janvier 2019 adressé par le Directeur général des services techniques de la métropole à  
l'ESID de Toulon

Vu le courrier N/REF : DEVECO/HF/VPL/BB/MV/SG/2019-220 du 24 juillet 2019 adressé par le  
président de la métropole au Directeur de l'ESID de Toulon,

Vu le compte rendu immédiat et sommaire (CRIS) N°503537 de la réunion du 14 avril 2020.

Vu la convention de travaux transmise par l'ESID de Toulon à M. Le Président de la  
métropole Toulon Provence Méditerranée le 13/06/2022 (courrier Réf  
N°506012/ARM/SGA/ESID-TOULON/D/DO/PLN)

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 : Objet de l'avenant :**

Le présent avenant n°1 à la convention de travaux transmise par l'ESID de Toulon à M. Le  
Président de la métropole Toulon Provence Méditerranée le 13/06/2022 (courrier Réf  
N°506012/ARM/SGA/ESID-TOULON/D/DO/PLN) a pour objet principal la modification de  
l'article 4 (conditions financières) de la convention relative montant des travaux et  
prestations concernant les installations mutualisées dans les conditions précisées au  
présent document.

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

**Article 2 : Montant des travaux / Conditions financières / Modalités de paiement :**  
**L'article 4 de la convention « Conditions financières » est modifié comme suit :**

**4.1 Financement des travaux concernant les installations mutualisées**

**Cet article est inchangé, à savoir :**

*« Les travaux concernant les installations mutualisées d'évacuation des EU du PEM Nord et du PAM sont cofinancées par le Ministère des Armées et la métropole TPM selon la répartition suivante :*

- 10% pour la métropole TPM,*
- 90% pour le Ministère des Armées, sur l'UO CP02 0212-0075-UODCSID.*

*Cette répartition est établie sur la base des débits de pointe estimés devant être recueillis au niveau de la station de refoulement Nord : 10,3 litres/s pour le PEM Nord et l'école de plongée (MINARM) ; 1 litre/s pour le PAM (métropole).*

*Le financement comprend l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation et à la mise en service des installations à usage mutualisé et le montant définitif de la participation de MTPM sera établi à la fin des travaux.*

*Les prestations cofinancées sont décrites à l'article 3 de la présente convention. »*

**4.2 Montant des travaux et prestations concernant les installations mutualisées**

**Au lieu de lire :**

*« Le coût total des travaux mutualisés est estimé à 675 000 € TTC (Six-cent soixante-quinze mille euros toutes taxes comprises). L'estimation est faite à partir d'éléments fournis par l'Assistant au Maître d'ouvrage de l'ESID. Le coût réel des travaux mutualisés sera connu à la notification du marché. Le coût total sera connu à la fin des travaux. »*

**Lire :**

*A la notification du marché de travaux, le coût réel des travaux mutualisés est de 1 956 330 € TTC (Un million neuf cent cinquante-six mille trois cent trente euros toutes taxes comprises).*

*Le coût total sera connu à la fin des travaux.*

**4.3 Modalités de paiement**

**Au lieu de lire :**

*« Dès le lancement de la consultation par l'ESID, un premier appel de fond d'un montant 50% du coût estimé des travaux mutualisés (soit 33 750 €) sera effectué par émission de titre de perception par l'ESID TOULON à l'encontre de la MTPM.*

*S'agissant de la dernière échéance, au terme de travaux prévus, l'ESID TOULON fournira un récapitulatif des factures, états d'acompte et décompte général définitif liquidés au titre de la présente opération à la métropole TPM et émettra un titre de perception égal à l'ensemble des sommes engagées par l'Etat-ministère des armées pour les travaux mutualisés diminué du paiement recouvré au titre du premier titre de perception susmentionné.*



Les fonds versés par la MTPM abonderont le fonds de concours « participations diverses aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (investissement) et investissement d'avenir : entrepreneurs d'intérêt général » (code 1-2-00128) rattaché au programme 212 « soutien des forces ».

Les crédits correspondants seront versés au BOP CPI selon l'imputation suivante :

- Centre financier : 0212-0075-CP02 »

**Lire :**

Dès la signature du présent avenant, un premier appel de fond d'un montant de 33 750 € sera effectué par émission de titre de perception par l'ESID TOULON à l'encontre de la MTPM.

S'agissant de la dernière échéance, au terme de travaux prévus, l'ESID TOULON fournira un récapitulatif des factures, états d'acompte et décompte général définitif liquidés au titre de la présente opération à la métropole TPM et émettra un titre de perception égal à l'ensemble des sommes engagées par l'Etat-ministère des armées pour les travaux mutualisés diminué du paiement recouvré au titre du premier titre de perception susmentionné.

Les fonds versés par la MTPM abonderont le fonds de concours « participations diverses aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (investissement) et investissement d'avenir : entrepreneurs d'intérêt général » (code 1-2-00128) rattaché au programme 212 « soutien des forces ».

Les crédits correspondants seront versés au BOP CPI selon l'imputation suivante : 0212-0075-CP02

### **Article 3 : Abandon des réclamations**

La métropole renonce à toute réserve ou réclamation concernant l'exécution du présent avenant. Les clauses de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### **Article 4 : Clauses contractuelles antérieures**

Les travaux faisant l'objet du présent avenant restent soumis aux clauses et prescriptions des articles 1, 2, 3, 4-1, 5, 6, 7, 8 et 9 de la convention initiale.

A....., le .....

Pour le ministère des armées :  
L'ingénieur général de 2ème classe Antoine  
MANICACCI  
Directeur de l'ESID de Toulon

Pour la métropole Toulon Provence  
Méditerranée :  
Monsieur le Président de la Métropole



MINISTÈRE  
DES ARMÉES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Secrétariat général  
pour l'administration

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---

Niveau de classification/protection				
MD	MA	MS	SF	NP
				X

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Pouvoir Adjudicateur : Ministère des Armées

### OBJET

**Pôle Ecoles Méditerranée de Saint-Mandrier – Rénovation des réseaux d'eaux usées.**

Date du marché : Cette date correspond à la date de réception par le candidat du message de notification de l'accord-cadre émis par envoi électronique via la PLACE.

Montant : € T.T.C

N° prestation : 14185

N° EJ : Ce numéro d'EJ est indiqué au candidat dans le message de notification du marché émis par envoi électronique via la PLACE.

N° Service Exécutant : D1076EY083

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2120-1, L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur : L'Ingénieur Général de 2<sup>ème</sup> classe Antoine Manicacci, Directeur de l'ESID de Toulon désigné par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié.

Maître d'œuvre : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon – BCRM TOULON - ESID TOULON- BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9 – représenté par le chef du bureau maîtrise d'œuvre de l'ESID de Toulon.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique : Chef de service chargé des dépenses ESID-TLN/PLN/BED – BCRM TOULON -ESID TOULON- BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9

Ordonnateur : Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la défense de Toulon – BCRM TOULON -ESID TOULON- BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9

Comptable public assignataire des paiements : Directeur départemental des finances publiques des Landes – Direction en charge de la gestion publique Division Etat – 23, rue Armand DULAMON – BP 309 – 40011 MONT-DE -MARSAN

Correspondant PME/PMI : ICD HC Laurent SANCHEZ

Passé avec : A remplir par le candidat

Indiquer ici le nom de l'entreprise ou des entreprises en cas de groupement

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---

## ARTICLE 1 - CONTRACTANTS<sup>1</sup>

Je soussigné (nous soussignés),

Monsieur (Nom et prénoms) NEREAU Lilian

~~- agissant en mon nom personnel~~

- agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

SADE-CGTH S.A.....

- ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone) :

23/25 Avenue du Docteur Lannelongue – CS 51450 – 75685 PARIS Cedex 14.....

- ayant élu domicile (adresse complète et numéro de téléphone) :

674, Avenue d'Estienne d'Orves – 83507 LA SEYNE SUR MER.....

04 94 94 26 34.....

Courriel : sud-la-seyne@sade-cgth.fr.....

numéro d'identité d'établissement (SIRET) : 562 077 503 00968

numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers : 562077503 Toulon B

~~me présente~~ (nous présentons)<sup>2</sup>:

☐ seul

☐ en groupement solidaire. Le mandataire est : .....

☒ en groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de l'ensemble du groupement. Le mandataire est :

SADE CGTH.....

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés,

~~m'ENGAGE~~ (nous ENGAGEONS) sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à réaliser les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne ~~me~~ (nous) lie toutefois que si son acceptation ~~m'est~~ (nous est) notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation (R.C.).

Je suis une micro, une petite ou une moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13 du code de commande publique.<sup>3</sup>

☐ Oui

☒ Non

## ARTICLE 2 - PRIX

### 2.1 - Variation des prix

Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P.

<sup>1</sup> Voir annexe n° 01 à l'acte d'engagement, pour compléter cet article en cas de groupement

<sup>2</sup> A préciser par le candidat

<sup>3</sup> A préciser par le candidat

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---

## 2.2 - Rémunération des prestations

L'évaluation de l'ensemble des prestations, telle qu'elle résulte du détail estimatif est de :

Montant hors TVA	5 694 240,00 €
TVA 20 %	1 138 848,00 €
Montant TVA incluse	6 833 088,00 €

Montant TVA incluse en lettres : SIX MILLIONS HUIT CENT TRENTE TROIS MILLE QUATRE VINGT HUIT euros

## 2.3 - Sous-traitance

Les déclarations de sous-traitance (formulaire DC4) jointes au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque déclaration de sous-traitance constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Cf : modèle de DC4 spécifique de l'ESID joint à la consultation.

## 2.4 - Nantissement<sup>4</sup>

Le montant de la créance pouvant être présentée en nantissement ou cédée sera défini (montant en chiffre et en lettres TVA incluse) lors de la remise de l'exemplaire unique au titulaire du marché sur sa demande.

## ARTICLE 3 - DELAIS

Les travaux seront exécutés dans un délai de 18 mois à compter de la date fixée par ordre de service qui prescrira de commencer.

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, il est prévu une période de préparation d'une durée de 3 mois qui est incluse dans le délai global contractuel à compter de la date fixée par ordre de service qui prescrira de commencer.

Un calendrier prévisionnel d'exécution est joint en annexe 2 du C.C.A.P.

## ARTICLE 4 – PAIEMENTS

### 4.1 – Avance

Une avance sera versée au titulaire sauf indication contraire ci-dessous :

☐ le titulaire refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article 2.2 du C.C.A.P. :

à cocher par le(s) candidat(s) en cas de refus de l'avance

### 4.2 – Règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 2.5 du C.C.A.P.

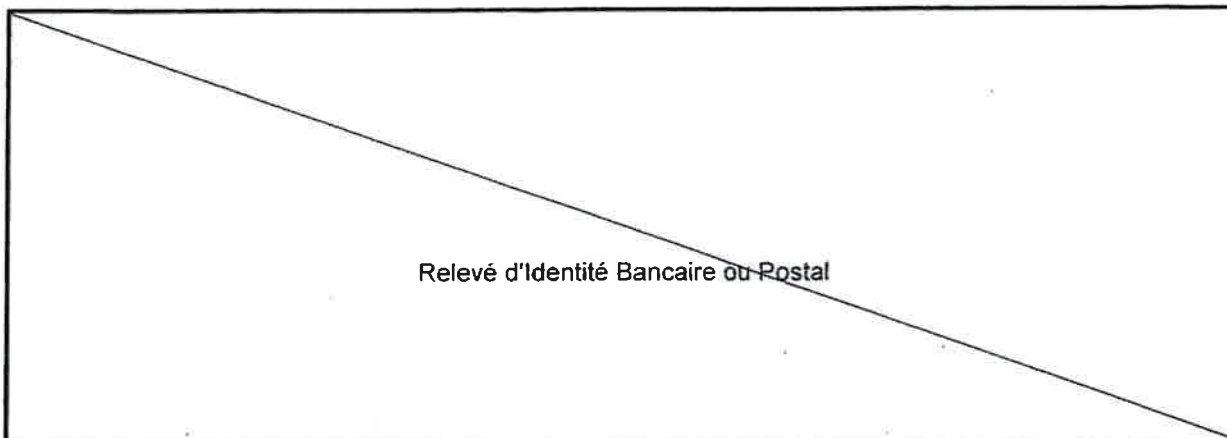
#### Cas du paiement à un compte unique

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant.

En cas de groupement solidaire, en l'absence de compte commun, il y a lieu de produire l'autorisation du co-traitant de payer au compte du mandataire.

<sup>4</sup> Déduire éventuellement la part de sous-traitance envisagée si elle n'a pas été déclarée en annexe au présent acte d'engagement

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---



Relevé d'Identité Bancaire ou Postal

### Cas du paiement à des comptes séparés en cas d'entrepreneurs groupés

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants.

En cas de groupement conjoint, les co-traitants compléteront en outre l'annexe n° 03 de répartition des prestations jointe au présent acte d'engagement.

Désignation de l'entreprise	Désignation du compte à créditer	Répartition des paiements (en pourcentage ou en montant)
SADE CGTH	Compte n° 1	4 434 240.00 €
DPSM	Compte n° 2	630 000.00 €
TELEREP	Compte n° 3	630 000.00 €


919  
Délaif  
estimatif  
en PT  
1.630.275  
919

### Compte n° 1

	<b>SOCIETE GENERALE</b>		
<b>RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE</b>			
<b>TITULAIRE DU COMPTE</b>			
<b>SADE CGTH</b>			
<b>251 BOULEVARD MIREILLE LAUZE</b>			
<b>13395 MARSEILLE CEDEX 10</b>			
<b>DOMICILIATION : PARIS ETOILE ENTR (03175)</b>			
<b>Banque</b>	<b>Guichet</b>	<b>N° de compte</b>	<b>Clé RIB</b>
<b>30003</b>	<b>01240</b>	<b>00020252189</b>	<b>35</b>
<b>Identification Internationale (IBAN)</b>			
<b>IBAN FR76 3000 3012 4000 0202 5218 935</b>			
<b>Identification internationale de la Banque (BIC)</b>			
<b>SOGFRPP</b>			

### Compte n° 2

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---



**RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE**

**Titulaire**  
**D.P.S.M.**


**Domiciliation**  
**SG LABEGE TOULOUSE ENTR (02110)**  
**RUE CARMIN**  
**31316 LABEGE**

**Référence bancaire**

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
30003	02110	00025719489	07

**IBAN : FR76 3000 3021 1000 0257 1948 907**  
**BIC ADRESSE SWIFT : SOGEFRPP**

Compte n° 3


Relevé d'Identité Bancaire  
IBAN

**Cadre réservé au destinataire du relevé**

**Titulaire du compte**  
**TELEREP FRANCE SAS**

**Domiciliation**  
**ELYSEE HAUSSMANN ENTREPRISES (00819)**

**RIB : 30004 00178 00023747963 92**  
**IBAN : FR76 3000 4001 7800 0237 4796 392**  
**BIC : BNPAFRPPPLZ**

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants et les actes spéciaux.

## ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à

- mes ~~(mes)~~ torts exclusifs, ne pas faire l'objet

- ~~ses torts exclusifs, que la société pour laquelle (le groupement d'intérêt économique pour lequel) j'interviens ne fait pas l'objet~~

d'une interdiction de concourir, au sens des articles L. 2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique.

~~Je m'engage~~ (nous engageons) à faire réaliser la mission par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---



J'atteste (nous attestons) sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243-1, L 3243-2, L 3243-4 et L 1221-10, L 1221-13 et L 1221-15 du code du travail ou des règles équivalentes en vigueur dans les pays où ils sont rattachés.

J'atteste (nous attestons) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 1146-1, L 8221-1, L 8221-2, L 8221-3 et L 8221-5, L 8251-1, L 8231-1, L 8241-1 et L 8241-2 du code du travail.

J'atteste (nous attestons) avoir au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

Je déclare (nous déclarons) sur l'honneur avoir satisfait aux obligations fixées par les articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail et m'engage (nous engageons) à produire les documents s'y rapportant si le présent marché m' (nous) est attribué, ainsi que la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et à indiquer, pour un candidat étranger uniquement, l'intention de détacher des travailleurs en France dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au titre des articles R. 2143-3 à R.2143-10 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux frais et risques du titulaire. Les excédents de la dépense résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

Je m'engage (nous nous engageons) à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données, règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données essentielles).

J'atteste (nous attestons) également avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et m'engage (nous engageons) à m'y (nous y) conformer.

J'atteste (nous attestons) également avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans :

- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, annexé au CCAP,

## Visas

Signature(s) du (des) candidat(s) **(non obligatoire au moment du dépôt de l'offre, mais exigée en cas d'attribution du marché)**

Fait en un seul original

à ..... le .....

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Toulon, le .....

### Le pouvoir adjudicateur

(Désigné par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié)

L'ingénieur général de 2<sup>ème</sup> classe Antoine Manicacci

Directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---

Reçu l'avis de réception de l'envoi électronique de la notification du marché via la PLACE en date du  
(date de signature de l'avis par le destinataire)  
pour le pouvoir adjudicateur

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---



## ANNEXE 01 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

cadres à utiliser par les candidats pour compléter l'article 1 – Contractant en cas de groupement.

Monsieur LAGUBEAU Philippe..... (Nom et prénoms) - <del>agissant en mon nom personnel</del> - agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) : DPSM S.A..... ..... - ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone) : ZA de Marignac – Route de Lavar – BP 18 – 31850 MONTRABE ..... ..... - ayant élu domicile (adresse complète et numéro de téléphone) : ZA de Marignac – route de Lavar – BP 18 – 31850 MONTRABE..... Tél. : 05 61 80 11 87 ..... Courriel : <a href="mailto:contact@dpsm.eu">contact@dpsm.eu</a> ..... numéro d'identité d'établissement (SIRET) : 337 536 254 00044 numéro d'inscription au registre du commerce <del>ou au répertoire des métiers</del> : Toulouse B 337 536 254
---

ET:

Monsieur VANCAMPENHOUD Grégoire ..... (Nom et prénoms) - <del>agissant en mon nom personnel</del> - agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) : TELEREP France – Pôle Industrie SAS..... ..... - ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone) : Zac du petit parc – BP 30 – 78920 ECQUEVILLY ..... ..... - ayant élu domicile (adresse complète et numéro de téléphone) : La Millonne - 305 Bd de Léry - 83140 SIX FOURS..... Tél. : 04 94 10 58 58 ..... Courriel : <a href="mailto:telerep.industrie@veolia.com">telerep.industrie@veolia.com</a> ..... numéro d'identité d'établissement (SIRET) : 351 320 650 00051 numéro d'inscription au registre du commerce <del>ou au répertoire des métiers</del> : Versailles B 351 320 650
--

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---

## ANNEXE 02 à l'Acte d'Engagement

### Relative à l'insertion par l'activité économique

Je soussigné(e),

Nom du signataire : NEREAU \_\_\_\_\_  
Prénom : Lilian \_\_\_\_\_  
Qualité : Chef d'Agence \_\_\_\_\_

DECLARE avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

M'ENGAGE, si je suis déclaré titulaire à :

- réserver, dans l'exécution du marché, un nombre d'heures d'insertion, sur la durée du chantier, au moins égal à celui indiqué ci-après :

LIBELLE DU MARCHE	NOMBRE D'HEURE D'INSERTION A REALISER
2020/ESID-TLN/0804 : Pôle Ecoles Méditerranée de Saint-Mandrier – Rénovation des réseaux d'eaux usées.	1540

- à prendre contact avec le facilitateur désigné à l'article 1.12.1 du CCAP, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause,
- à fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, et dans le délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

Signature du titulaire

*(signature non obligatoire au moment du dépôt de l'offre, mais exigée en cas d'attribution du marché)*

2	0	2	0	ESID-TLN	0	8	0	4
---	---	---	---	----------	---	---	---	---



# MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Secrétariat général  
pour l'administration

Le Directeur de l'établissement  
du service d'infrastructure de la défense  
de Toulon

Toulon, le 16/06/2023

N° 506652

/ARM/SGA/ESID-TOULON/D/DO/INV

- OBJET** : Saint-Mandrier sur mer (83) - Pôle des écoles de la méditerranée (PEM) Projet de rénovation des réseaux d'eaux usées.
- REFERENCE** : Convention de travaux transmise par l'ESID de Toulon à M. Le Président de la métropole Toulon Provence Méditerranée le 13/06/2022 (courrier Réf N°506012/ARM/SGA/ESID-TOULON/D/DO/PLN)
- P. JOINTES** :
- PJ1 : 1 exemplaire de l'avenant 1 à la convention de travaux citée en référence ;
  - PJ2 : Copie Acte d'engagement du marché de travaux 2020/ESID\_TLN/0804 du 13/07/2022 ;
  - PJ3 : Détail estimatif / Etat des Prix Forfaitaires du marché avec part des travaux mutualisés ;
  - PJ4 : Courriel TPM du 26/01/2023.

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 5.1 de la convention de travaux citée en référence et à la demande émise par vos services dans le courriel du 26 janvier 2023, j'ai l'honneur de vous adresser pour signature un exemplaire de l'avenant 1 à cette convention de travaux.

Cet avenant a pour objet la modification du coût réel des travaux mutualisés indiqué dans l'article 4.2 de la convention.

L'écart entre le coût réel des travaux (1.956.330,00 € TTC) et le coût estimé (675.000,00 € TTC) mentionné dans la convention initiale est principalement dû au montant élevé de la seule offre remise en mai 2022 par une entreprise à une période où les coûts d'infrastructure ont fortement augmenté (sortie de pandémie, conflits en Europe, ...) et l'estimation faite début septembre 2020 par un AMO (assistant à maîtrise d'ouvrage).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma meilleure considération.

L'ingénieur général de 2<sup>ème</sup> classe Antoine MANICACCI

Directeur  
L'ingénieur civil de la défense hors-classe Patrick BERNARD  
Pour le Directeur, par suppléance

DESTINATAIRE AVEC ORIGINAL PI:

Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée  
Direction de l'eau et de l'assainissement  
Hôtel de la Métropole  
107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9

COPIES :

- CECMED
- ESID TOULON/DIR
- ESID TOULON/DO/PLAN
- ESID TOULON/DO/GMP
- ESID TOULON/DO/INV/BCO
- DCSID/section partenariats
- Archives



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Arrivée au Service Courrier le :

15 Juin 2022

TPM N°

**Secrétariat général  
pour l'administration**

Le Directeur de l'établissement  
du service d'infrastructure de la défense  
de Toulon

Toulon, le 13/06/2022  
N° 506012  
/ARM/SGA/ESID-TOULON/D/DO/PLN

**OBJET** : Saint-Mandrier sur mer (83) - Pôle des écoles de la méditerranée (PEM)  
Projet de rénovation des réseaux d'eaux usées.

**REFERENCES** : 1 : Lettre N/REF : GSTTP/DGEPR/SAEU//HF/VPL/DG/PG/SM/ OA/JG/  
OJ/19/ 61959 du 23 janvier 2019  
2 : Lettre N/REF : DEVECO/HF/VPL/BB/MV/SG/2019-220 du 24 juillet  
2019

**P. JOINTE** : 1 exemplaire signé de la convention de travaux avec ses annexes.

Monsieur le Président

Dans le cadre de l'opération citée en objet, j'ai l'honneur de vous notifier en pièce jointe un exemplaire  
signé de la convention de travaux citée en objet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma meilleure considération.

L'ingénieur général de 2<sup>ème</sup> classe Antoine MANICACCI  
Directeur

DESTINATAIRE AVEC ORIGINAL PJ:

Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée  
Direction de l'eau et de l'assainissement  
Hôtel de la Métropole  
107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9

COPIES :

ESID TOULON/DO/PLANS  
ESID TOULON/DO/INV/BCO  
DCSID/section partenariats  
Archives



**Convention de travaux pour la réalisation des installations d'évacuation d'eaux usées communes  
au Ministère des Armées et à la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur la commune de  
Saint-Mandrier sur mer (83)**

Entre les soussignés :

L'Etat, ministère des armées,

Représenté par Monsieur le Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon (ESID Toulon)

Ci-après désigné « le ministère », d'une part ;

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Représentée par Monsieur le Président de la Métropole, Hubert FALCO,

Ci-après désigné « MTPM », d'autre part ;

Les parties ci-dessus pouvant être également désignées individuellement ou collectivement par « la ou les Partie(s) »

Vu le courrier N/REF : DGSTTP/DGEPR/SAEU//HF/VPL/DG/PG/SM/OA/JG/OI/19/61959 du 23 janvier 2019 adressé par le Directeur général des services techniques de la métropole à l'ESID de Toulon

Vu le courrier N/REF : DEVECO/HF/VPL/BB/MV/SG/2019-220 du 24 juillet 2019 adressé par le président de la métropole au Directeur de l'ESID de Toulon,

Vu le compte rendu immédiat et sommaire (CRIS) N°503537 de la réunion du 14 avril 2020.

Vu les annexes à la présente convention

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 - Objet de la convention :**

**1.1 La présente convention concerne la réalisation des installations à usage commun d'évacuation des eaux usées pour le Pôle Ecoles Méditerranée Nord (PEM Nord) relevant du Ministère des Armées (MINARM) et le Parc d'activités Marines (PAM) relevant de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) situés sur la commune de Saint-Mandrier sur mer (83).**

1.2 Les travaux mutualisés entre le MINARM et MTPM concernent les installations nécessaires au refoulement des eaux usées du PEM Nord, de l'école de plongée et du PAM vers le réseau d'assainissement public quai Jean Jaurès.

1.3 La présente convention précise les conditions dans lesquelles MTPM prend en charge financièrement une partie des travaux.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DE CETTE MUTUALISATION**

### **2.1- Maitrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage des travaux est assurée par l'ESID de Toulon car ces travaux mutualisés entre le Ministère des Armées et la Métropole s'inscrivent dans une opération globale de rénovation des réseaux d'eaux usées du PEM menée par le Service d'Infrastructure de la Défense.

### **2.2- Maitrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre du projet est assurée par la Division Investissement de l'ESID de Toulon. Toutefois le service Assainissement de la métropole TPM sera associé au projet lors de la phase de réalisation des travaux mutualisés MINARM/MTPM.

### **2.3- Domanialité**

Le Ministère des Armées sera le propriétaire des installations rénovées et des installations nouvelles situées sur le domaine militaire.

Il s'agit notamment de la station de refoulement, du bassin tampon et de la conduite de refoulement Nord, ainsi que des ouvrages annexes.

## **ARTICLE 3 - Contenu des prestations cofinancées**

### **3.1 Description des travaux et prestations**

Les travaux et prestations cofinancés sont notamment :

- Les installations de chantier (locaux vie, clôtures, signalisation, balisage...)
- Les documents d'exécution (notes de calcul, plans, fiches techniques...)
- Les travaux préparatoires de VRD (détections, matérialisations et protections préalables des réseaux existants)
- Les installations provisoires nécessaires au maintien de la continuité de service durant les travaux
- Les prestations liées à la sécurité du chantier (coordination SPS)
- Les neutralisations, déposes, démolitions et évacuations (VRD + station refoulement)
- Les désamiantages et enlèvement de matériaux contenant du plomb
- La gestion des déchets de chantier
- Les terrassements y compris toutes sujétions (pompage et traitement des eaux de fond de fouille, blindages...)
- La fourniture et pose des canalisations neuves ainsi que des regards associés
- Les appareillages divers (vidanges, ventouses, clapets débitmètres, vannes)
- Le remblaiement des tranchées avec le grillage avertisseur



- La rénovation complète de la station de refoulement nord (travaux de bâtiment + ensemble des appareillages et équipements)
- La fontainerie et pompes
- La métrologie
- L'ensemble des installations électriques et automatismes nécessaires au fonctionnement du système (armoires de commande et de gestion des pompes, groupe électrogène...)
- Le génie civil et l'étanchéité nécessaires à la création d'un bassin tampon station Nord
- Les ouvrages associés (chambres de délestage amont, bâches de pompage, bac dégrilleur, ...)
- Les reprises de voiries associées à la réalisation des nouvelles infrastructures d'évacuation des EU
- Les essais de mise en service de l'ensemble des installations
- Les documents à fournir après exécution
- Les révisions de prix et aléas de l'opération

### **3.2 Essais de mise en service**

A l'issue des travaux, les réseaux et équipements devront faire l'objet des essais de réception selon la norme NF EN 1610 conformément aux exigences de l'agence de l'eau et du fascicule 70. Ces essais et contrôles comprennent notamment :

- les essais d'étanchéité et investigations vidéo des réseaux neufs
- le contrôle de la géométrie des réseaux
- les essais spécifiques aux installations de refoulement (étanchéité des cuves, débits et rendement des pompes (cf fascicules 71 et 81-I)

Ces contrôles sur les réseaux gravitaires doivent être exécutés par un organisme de contrôle accrédité par le COFRAC et indépendant de l'entreprise chargée des travaux. Ils concernent aussi bien les réseaux neufs que les réseaux chemisés. Les PV d'essais des installations de refoulement conformes au fascicules 71 et 81-I devront être remis par l'entreprise au maître d'œuvre. Ils seront ensuite transmis au service « assainissement » de la métropole. Les installations électriques feront l'objet d'une vérification spécifique par un organisme de contrôle agréé. Un PV de conformité réglementaire de l'ensemble des installations électriques devra être délivré.

## **ARTICLE 4 - Conditions financières**

### **4.1 Financement des travaux concernant les installations mutualisées**

Les travaux concernant les installations mutualisées d'évacuation des EU du PEM Nord et du PAM sont cofinancés par le Ministère des Armées et la métropole TPM selon la répartition suivante :

- 10% pour la métropole TPM,
- 90% pour le Ministère des Armées, sur l'UO CP02 0212-0075-UODCSID.

Cette répartition est établie sur la base des débits de pointe estimés devant être recueillis au niveau de la station de refoulement Nord : 10,3 litres/s pour le PEM Nord et l'école de plongée (MINARM) ; 1 litre/s pour le PAM (métropole).

Le financement comprend l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation et à la mise en service des installations à usage mutualisé et le montant définitif de la participation de MTPM sera établi à la fin des travaux.

Les prestations cofinancées sont décrites à l'article 3 de la présente convention.

#### **4.2 Montant des travaux et prestations concernant les installations mutualisées**

Le coût total des travaux mutualisés est estimé à 675 000 € TTC. L'estimation est faite à partir d'éléments fournis par l'Assistant au Maître d'ouvrage de l'ESID. Le coût réel des travaux mutualisés sera connu à la notification du marché. Le coût total sera connu à la fin des travaux.

#### **4.3 Modalités de paiement**

Dès le lancement de la consultation par l'ESID, un premier appel de fond d'un montant 50% du coût estimé des travaux mutualisés (soit 33 750 €) sera effectué par émission de titre de perception par l'ESID TOULON à l'encontre de la MTPM.

S'agissant de la dernière échéance, au terme de travaux prévus, l'ESID TOULON fournira un récapitulatif des factures, états d'acompte et décompte général définitif liquidés au titre de la présente opération à la métropole TPM et émettra un titre de perception égal à l'ensemble des sommes engagées par l'Etat-ministère des armées pour les travaux mutualisés diminué du paiement recouvré au titre du premier titre de perception susmentionné.

Les fonds versés par la MTPM abonderont le fonds de concours « participations diverses aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (investissement) et investissement d'avenir : entrepreneurs d'intérêt général » (code 1-2-00128) rattaché au programme 212 « soutien des forces ».

Les crédits correspondants seront versés au BOP CPI selon l'imputation suivante :

- Centre financier : 0212-0075-CP02

#### **ARTICLE 5 - Délai d'exécution**

Les travaux mutualisés seront réalisés par l'ESID TOULON dans le cadre d'un marché global de rénovation des réseaux d'eaux usées du PEM. Le délai global des travaux est estimé à 18 mois.

##### **5.1 Modification**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties.

##### **5.2 Retard**

Dans le cadre de l'exécution de la convention, la responsabilité du ministère ne saurait en aucun cas être recherchée au titre d'un éventuel retard, quelle qu'en soit la cause, notamment la survenance d'un cas de force majeure, un impératif de service public ou si l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige. MTPM ne peut ainsi se prévaloir d'un retard des prestations fournies par le ministère des armées pour demander un quelconque indemnité ou pénalité de retard.

#### **ARTICLE 6 - Entrée en vigueur – Durée**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa dernière signature par les parties pour la durée nécessaire à sa complète exécution.

#### **ARTICLE 7 – LITIGES**

A défaut d'accord amiable, tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

## **ARTICLE 8 : Convention de maintenance**

Une fois la réception des ouvrages prononcée, une convention de maintenance TPM / ESID devra être établie. Cette convention définira les responsabilités et la répartition de la charge financière relative aux opérations de maintenance nécessaire pour le bon fonctionnement des ouvrages durant leur période d'exploitation.

## **Article 9 : Autorisation de rejet**

Un arrêté pris par le président de la Métropole TPM établira l'autorisation de rejet au réseau d'assainissement conformément à l'article L1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation prendra en compte les nouvelles dispositions techniques du site exposées en annexes.

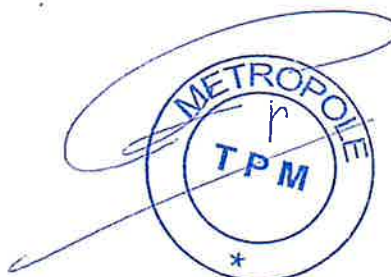
Fait en 2 exemplaires originaux, chacun comprenant 2 annexes.

A. Toulon....., le 13/06/2022

Pour le ministère des armées :  
L'ingénieur général de 2ème classe Antoine MANICACCI  
Directeur de l'ESID de Toulon

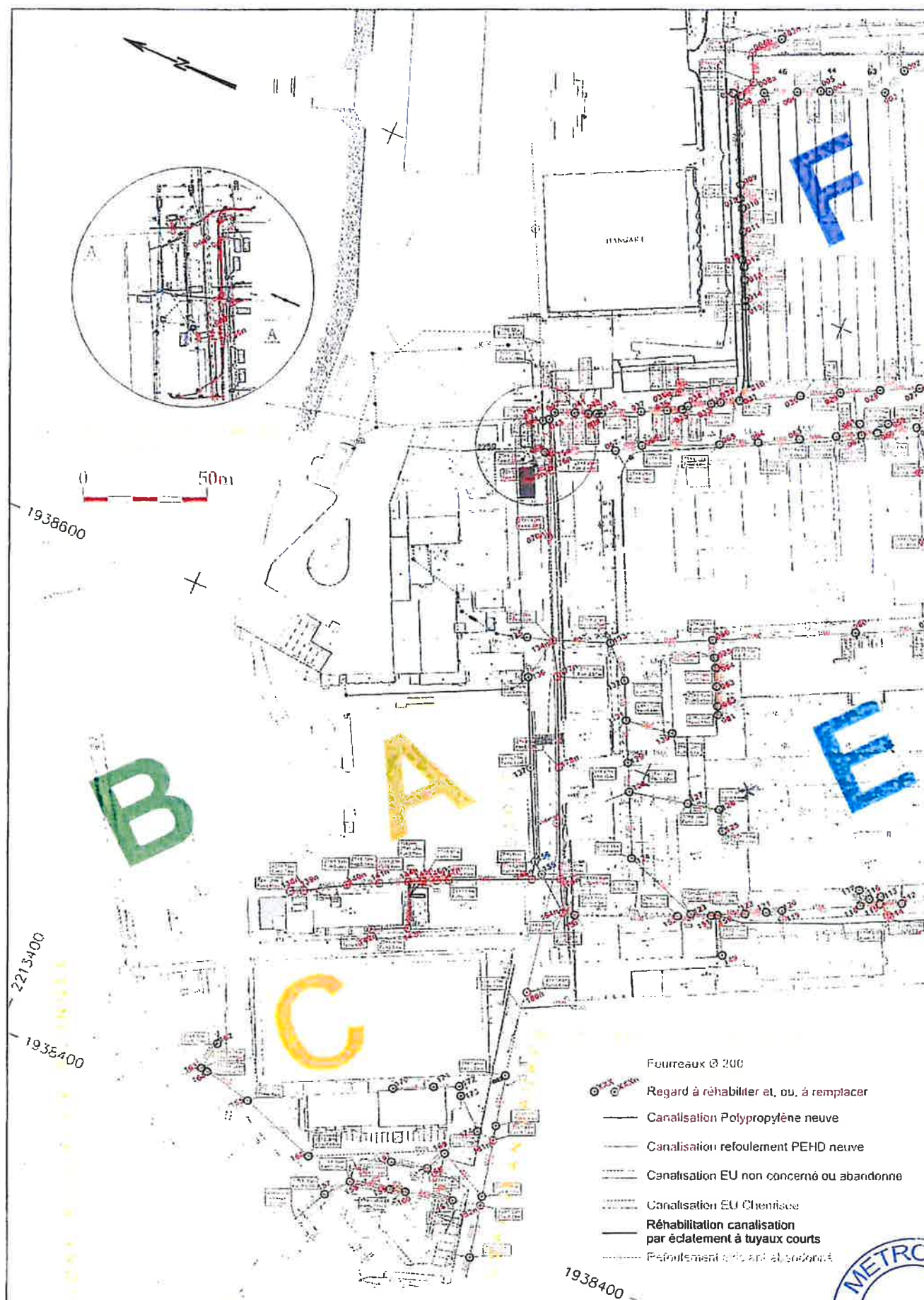


Pour la métropole Toulon Provence Méditerranée :  
Monsieur Hubert FALCO  
Président de la Métropole



**ANNEXE 1 – PLAN PROJET DES RESEAUX MUTUALISES (MINARM / MTPM) POUR L'EVACUATION DES  
EAUX USEES DU PEM NORD ET DU PAM**





Foureaux Ø 200



Regard à réhabiliter et, ou, à remplacer



Canalisation Polypropylène neuve



Canalisation refoulement PEHD neuve



Canalisation EU non concerné ou abandonné



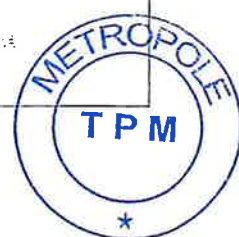
Canalisation EU Chlorée



Réhabilitation canalisation  
par éclatement à tuyaux courts



Refoulement à l'acide et au ciment



**ANNEXE 2 – ACRONYMES UTILISES DANS LA PRESENTE CONVENTION :**

**AMO : Assistant au Maître d'ouvrage**

**CRIS : Compte rendu immédiat et sommaire**

**DCE : Dossier de consultation des entreprises**

**ESID : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense**

**MINARM : Ministère des Armées**

**MTPM : Métropole Toulon Provence Méditerranée**

**PEM : Pôle Ecoles Méditerranée**

**PAM : Parc d'Activités Marines**



### ANNEXE 3- PRINCIPE DE DIMENSIONNEMENT DU FUTUR RESEAU

**Principe général actuel d'évacuation des eaux usées du PEM, de l'école de plongée et du PAM :**

Le réseau d'assainissement du Pôle Ecoles Méditerranée est décomposé en 2 bassins versants distincts, le PEM Nord et le PEM Sud. Tous deux possèdent un réseau d'eaux usées stricte gravitaire permettant la collecte et le transit des effluents vers le point bas du réseau.

Au Nord, le réseau gravitaire collecte trois grands ensembles, le PEM Nord, l'école de plongée située sur la partie Ouest, et le PAM (ex BAN) situé sur la partie Est. L'ensemble des réseaux gravitaires du secteur Nord converge vers la station de refoulement Nord. Celle-ci refoule les effluents du secteur Nord vers le PEM sud.

Au sud, le réseau gravitaire collecte les eaux usées et les achemine vers la station de refoulement Sud.

La station de refoulement Sud assure donc le refoulement des eaux usées du PEM Nord et Sud, de l'école de plongée ainsi que du PAM vers le réseau d'assainissement public via une conduite de refoulement se raccordant sur le réseau public Boulevard des Cigales.

Il y a donc actuellement un point de reiet unique pour les EU du PEM, de l'école de plongée et du PAM.

**Principe général futur d'évacuation des eaux usées du PEM, de l'école de plongée et du PAM :**

Le principe retenu dans le projet global de l'ESID est de dissocier l'évacuation des eaux usées du PEM Nord de celles du PEM Sud.

L'évacuation des eaux usées du PEM Nord avec l'école de plongée et du PAM sera mutualisée ce qui fait l'objet de la présente convention. Cette évacuation se fera par l'intermédiaire de la station de refoulement Nord (à rénover) et d'une conduite de refoulement à créer sous le boulevard maritime (RD18). Celle-ci se raccordera sur un regard d'assainissement TPM situé quai Jean Jaurès.

Les eaux usées du PEM sud seront évacuées par le réseau gravitaire rénové vers la station de refoulement sud, également rénovée. De cette station les EU du PEM sud seront refoulées vers le boulevard des cigales via la conduite existante.

Il y aura donc à terme deux points de reiet sur le réseau d'assainissement public pour les EU du PEM, de l'école de plongée et du PAM.

Un nouveau point de rejet sera créé quai Jean Jaurès pour le raccordement de la conduite de refoulement de la station Nord.

Le débit de pointe à prendre en compte pour l'autorisation de rejet au Nord du PEM est de 11,3 l/s.

Le débit de pointe à prendre en compte pour l'autorisation de rejet au Sud du PEM est de 17,4 l/s.

Une convention de rejet entre le Ministère des Armées et la métropole TPM sera à établir.



